DOCUMENTS ADMINISTRATIFS

POLICE DES MINES

Règlement sur l'éclairage des mines à grisou par lampes électriques portatives.

ALBERT, Roi des Belges,

A TOUS PRÉSENTS ET A VENIR, SALUT,

Vu les articles 9 et 67 de la Constitution ;

Vu l'article 15 de la loi du 5 juin 1911 complétant et modifiant les lois du 21 avril 1810 et du 2 mai 1837, sur les mines, minières et carrières ;

Revu l'arrêté royal du 15 mai 1895 sur la production et l'emploi de l'électricité à la surface et à l'intérieur des mines, etc., et l'arrêté royal du 9 août 1904 sur l'éclairage des mines de houille ;

Considérant que l'emploi des lampes électriques portatives s'est généralisé dans les mines à grisou pendant le cours de ces dernières années et qu'il existe des types offrant toute garantie de sécurité ;

Vu l'avis du Conseil des Mines en date du 4 avril 1919 ;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Industrie, du Travail et du Ravitaillement,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article premier. — L'éclairage par lampes électriques portatives à incandescence dans les mines à grisou sera assuré par les soins de l'exploitant au moyen de types admis par arrêté ministériel à prendre en exécution du présent règlement.

Ces lampes devront satisfaire notamment aux conditions ci-après et à toutes autres qui seraient reconnues nécessaires :

- a) Les ampoules seront enveloppées par des globes en verre épais à joints hermétiques ;
- b) Les boîtes renfermant les accumulateurs seront imperméables ;
- c) Il sera fait usage d'un dispositif empêchant l'enlèvement des globes et l'ouverture des boîtes à l'intérieur des travaux ;

d) Les contacts de prise de courant devront se trouver en vase clos ;

e) Les bornes des accumulateurs seront disposées de manière à être inaccessibles quand la lampe est en service.

Art. 2. — Les lampes électriques portatives resteront déposées à l'établissement. La Direction de la mine veillera à ce que les lampes soient conformes aux types admis. La fermeture des lampes et leur remise aux ouvriers se feront sous le contrôle d'un agent désigné par la Direction de la mine et qui sera chargé de veiller à ce qu'aucune lampe défectueuse ne soit mise en service. Cet agent, qui sera renseigné comme tel au contrôle des ouvriers, ne peut pas être intéressé dans les dépenses de l'entretien des lampes.

Art. 3. — Au moment de la descente, la lampe est remise à l'ouvrier dûment fermée. A partir de l'acceptation de sa lampe, l'ouvrier en est responsable.

Art. 4. — Dans les travaux souterrains, il est interdit d'ouvrir les lampes et d'introduire ou d'avoir sur soi un instrument pouvant servir à les ouvrir.

Art. 5. — Des lampes de sûreté ordinaires seront mises à la disposition du personnel en tous les points où leur présence sera jugée nécessaire. Les exploitants devront se conformer à cette fin à toutes les injonctions des ingénieurs des mines, sauf recours à Notre Ministre de l'Industrie, du Travail et du Ravitaillement.

Art. 6. — Le second alinéa de l'article premier de l'arrêté royal du 15 mai 1895 et le second alinéa de l'article 10 de l'arrêté royal du 9 août 1904 sont abrogés.

Art. 7. — Les infractions aux dispositions du présent arrêté seront poursuivies et punies conformément aux articles 39 et 40 de la loi du 5 juin 1911, complétant et modifiant les lois du 21 avril 1840 et 2 mai 1837, sur les mines, minières et carrières.

Art. 8. — Notre Ministre de l'Industrie, du Travail et du Ravitaillement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 10 mai 1919.

ALBERT.

Par le Roi :
Le Ministre de l'Industrie, du Travail
et du Ravitaillement,
J. WAUTERS.

POLICE DES MINES, MINIÈRES ET CARRIÈRES

Emploi d'appareils à vapeur dans les travaux souterrains.

ALBERT, *Roi des Belges,*

A TOUS PRÉSENTS ET A VENIR, SALUT.

Vu les articles 9 et 67 de la Constitution ;

Vu la loi du 5 Juin 1911 complétant et modifiant les lois du 21 avril 1840 et du 2 mai 1837 sur les mines, minières et carrières ;

Vu l'arrêté royal du 28 mars 1919 portant réglementation des chaudières à vapeur ;

Attendu que, nonobstant le développement continu des applications de l'électricité pour le transport et la distribution de l'énergie dans les travaux souterrains des mines, minières et carrières, il existe encore de nombreuses installations actionnées par la vapeur, notamment pour l'épuisement et que de nouvelles pourraient encore, bien qu'exceptionnellement, être réalisées ;

Attendu que les unes et les autres doivent être l'objet de mesures uniformes, tant au point de vue de la sécurité que de la salubrité des travaux souterrains ;

Vu l'avis du Conseil des Mines en date du 16 mai 1919 ;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Industrie, du Travail et du Ravitaillement,

Nous avons arrêté et arrêtons :

A. — Autorisations.

Article 1^{er}. L'emploi d'appareils à vapeur quelconques dans les travaux souterrains des mines, minières et carrières est subordonné à une autorisation préalable de la députation permanente du Conseil provincial.

Art. 2. Toute demande en autorisation doit être accompagnée d'une notice descriptive de l'installation avec l'indication des mesures

projetées en vue de prévenir tout danger et d'atténuer les inconvénients auxquels les appareils à vapeur pourraient donner lieu, et d'un plan, en double expédition, de l'emplacement des appareils et des tuyauteries diverses; ce plan est dressé à l'échelle de 1/200.

Art. 3. La députation permanente statuera après avoir pris l'avis de l'Ingénieur en Chef-Directeur de l'arrondissement minier et celui de l'Inspecteur Général des Mines du ressort.

Art. 4. Les autorisations seront subordonnées aux conditions qui seront jugées nécessaires au point de vue de la sécurité et de la salubrité, indépendamment des dispositions générales qui sont inscrites au présent règlement et qui sont également applicables aux installations dûment autorisées.

Art. 5. Notre Ministre de l'Industrie, du Travail et du Ravitaillement statuera sur les pourvois auxquels donneraient lieu les décisions des députations permanentes provinciales.

B. — *Mesures de sécurité.*

Art. 6. Les tuyauteries d'amenée de la vapeur porteront à la surface une soupape de retenue d'un fonctionnement automatique assuré.

Art. 7. Toutes les tuyauteries, ainsi que les cylindres de vapeur assécheurs, etc., seront recouverts d'un calorifuge efficace constamment maintenu en bon état.

Art. 8. La marche sans condensation des machines est interdite, à moins d'adoption de dispositions spéciales dûment approuvées pour l'évacuation de la vapeur de décharge.

Art. 9. Les chambres souterraines dans lesquelles les appareils à vapeur seront établis, seront convenablement ventilées.

Art. 10. L'accès de ces chambres est interdit aux personnes qui n'y sont pas appelées par les nécessités du service.

Art. 11. Les fosses des volants et des poulies ainsi que les organes en mouvement des machines et des mécanismes qui en sont solidaires seront constamment entourés de garde-corps avec plinthes de butée propres à garantir le personnel contre les accidents. Les engrenages et, d'une manière générale, les pièces mobiles qui pourraient donner lieu à des accidents seront enveloppés ou entourés de manière à éviter tout danger.

Art. 12. Il est interdit de nettoyer ou de réparer, pendant leur fonctionnement, les machines et les transmissions et d'enlever les

appareils de protection contre les accidents. De même, le graissage pendant la marche est interdit, à moins que les procédés adoptés ne donnent toutes les garanties désirables de sécurité.

Art. 13. Les passages de circulation auront une largeur et une hauteur suffisantes pour que les personnes ne puissent être atteintes par les machines et les pièces avec lesquelles elles pourraient se trouver en contact.

Art. 14. L'éclairage sera toujours suffisant pour permettre de distinguer les machines et les transmissions ainsi que toutes les parties de l'installation présentant du danger.

C. — *Dispositions générales.*

Art. 15. L'autorisation peut être retirée si l'exploitant n'observe pas les conditions ci-dessus énumérées ou celles prescrites par la députation permanente ou s'il refuse de se conformer aux obligations que celle-ci a toujours le droit de lui imposer, si elle en reconnaît la nécessité.

Art. 16. Les infractions aux prescriptions du présent règlement ou prises en vertu de celui-ci seront punies des peines comminées par les articles 39 et 40 de la loi du 5 juin 1911 complétant et modifiant les lois du 21 avril 1810 et du 2 mai 1837 sur les mines, minières et carrières.

Art. 17. Notre Ministre de l'Industrie, du Travail et du Ravitaillement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 30 mai 1919.

ALBERT.

Par le Roi :

Le Ministre de l'Industrie, du Travail
et du Ravitaillement,
J. WAUTERS.

Police des Mines. — Désignation des agents responsables.

ALBERT, Roi des Belges,

A TOUS PRÉSENTS ET A VENIR, SALUT.

Vu les articles 9 et 67 de la Constitution ;

Vu l'article 15 de la loi du 5 juin 1911 complétant et modifiant les lois du 21 avril 1810 et du 2 mars 1837 sur les mines, minières et carrières ;

Considérant, vu les difficultés d'établir les responsabilités en cas d'accidents ou de contraventions, surtout quand les travaux sont effectués par des entrepreneurs, qu'il importe que l'autorité administrative chargée d'ordonner, de contrôler et de surveiller les mesures et les travaux nécessaires pour atteindre le but poursuivi par la loi, ait devant elle une individualité qui, munie de pleins pouvoirs du propriétaire de la mine, sera chargée, sous sa propre responsabilité, de l'exécution des ordonnances administratives et de la direction des travaux miniers ;

Vu l'avis en date du 16 mai 1919 du Conseil des Mines ;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Industrie, du Travail et du Ravitaillement,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Article premier. — Les travaux qui s'effectuent, tant au fond qu'à la surface de tout siège d'exploitation ou en préparation d'une mine, seront placés sous l'autorité d'un directeur responsable.

Cet agent sera désigné à l'Ingénieur en chef, Directeur de l'arrondissement minier, par le propriétaire de la mine ou son fondé de pouvoirs visé à l'article 89 de l'arrêté royal du 28 avril 1884 sur la police des mines.

Cet agent aura pour mission de veiller à l'observation des lois et règlements dont l'Administration des mines est chargée d'assurer l'exécution et il ordonnera et surveillera l'exécution de toutes les mesures qui seront reconnues nécessaires pour assurer la sécurité des ouvriers et la sûreté des travaux.

ART. 2. — Les travaux d'entreprise complètement étrangers à l'exploitation des mines, tels que l'édification de bâtiments, le montage de machines et chaudières, la construction de raccords industriels,

triels, etc., ne seront pas soumis aux prescriptions de l'article précédent, relatives à la désignation des agents responsables.

ART. 3. — Pour la création de nouveaux sièges préalablement à tout travail d'exploitation, les concessionnaires de mines ou leurs fondés de pouvoirs désigneront à l'Administration des Mines les entrepreneurs responsables et les prescriptions de l'article 1^{er} du présent arrêté seront applicables à ces derniers.

ART. 4. — Les infractions aux dispositions du présent arrêté seront poursuivies et jugées conformément aux dispositions des articles 39 et 40 de la loi du 5 juin 1911 sur les mines, minières et carrières.

ART. 5. — Notre Ministre de l'Industrie, du Travail et du Ravitaillement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 15 juillet 1919.

ALBERT.

Par le Roi :

Le Ministre de l'Industrie, du Travail
et du Ravitaillement,

J. WAUTERS.

Police des mines. — Ankylostomiasis.

ALBERT, Roi des Belges,

A TOUS PRÉSENTS ET A VENIR, SALUT.

Vu les articles 9 et 67 de la Constitution ;

Vu l'article 15 de la loi du 5 juin 1911, complétant et modifiant les lois du 21 avril 1810 et du 2 mai 1837 sur les mines, minières et carrières ;

Revu les arrêtés royaux du 24 octobre 1904 et du 15 juillet 1906 sur l'ankylostomiasis dans les provinces de Liège et de Hainaut ;

Vu les avis du 4 avril 1919 du Conseil des mines, et du 28 avril 1919 du Conseil supérieur d'hygiène ;

Considérant qu'il y a lieu de tenir compte de l'expérience acquise au sujet des mesures à prendre pour combattre efficacement cette affection ;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Industrie, du Travail et du Ravitaillement,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article premier. — Aucun ouvrier ne pourra être admis à travailler à l'intérieur des mines de houille sans avoir subi, immédiatement auparavant, un examen microscopique effectué par un médecin agréé constatant qu'il n'est pas atteint d'ankylostomiasie.

Cet examen sera renouvelé entre le trentième et le quarantième jour à partir du premier.

Art. 2. — Il sera procédé aux mêmes examens chaque fois qu'un ouvrier passe d'un siège à un autre.

Art. 3. — Un examen analogue, portant sur l'entièreté ou sur partie du personnel ouvrier d'un siège, sera effectué sur toute réquisition de l'administration des mines. Il en sera notamment ainsi chaque fois que l'on pourra y soupçonner l'apparition de l'affection à la suite des résultats des examens d'embauchage d'ouvriers qui en proviennent.

Art. 4. — Les frais des examens prévus par les articles 1^{er}, 2 et 3, ainsi que le paiement des salaires que l'ouvrier aurait perdus à l'occasion des examens de revision, sont à charge de l'exploitant.

Art. 5. — Tout ouvrier qui, au cours d'une revision, sera reconnu atteint d'ankylostomiasie, sera soumis à une cure dans un lazaret agréé par l'administration des mines; sinon, il sera tenu éloigné des travaux souterrains.

Art. 6. — Les résultats des examens microscopiques seront consignés, à chaque siège, dans un registre spécial qui sera tenu, en tout temps, à la disposition des ingénieurs des mines et des inspecteurs-médecins que le gouvernement pourra charger du contrôle de l'observation des prescriptions qui précèdent.

Art. 7. — Les exploitants prendront les mesures nécessaires pour assurer l'enlèvement des boues et le libre écoulement des eaux dans les galeries et pour y empêcher toute cause d'échauffement local.

Art. 8. — Le Ministre pourra accorder des dispenses conditionnelles pour l'exécution des prescriptions du présent arrêté, à l'exception de celles faisant l'objet de l'article précédent.

Art. 9. — Les infractions aux dispositions du présent arrêté seront poursuivies et jugées conformément aux dispositions des articles 39 et 40 de la loi du 5 juin 1911, complétant et modifiant les

lois du 21 avril 1810 et du 2 mai 1837 sur les mines, minières et carrières.

Art. 10. — Les arrêtés royaux du 24 octobre 1904 et du 15 juillet 1906 sont rapportés.

Art. 11. — Notre Ministre de l'Industrie, du Travail et du Ravitaillement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 30 juin 1919.

ALBERT.

Par le Roi :

*Le Ministre de l'Industrie, du Travail
et du Ravitaillement,*

J. WAUTERS.

**Service géologique. — Carte géologique de la Belgique.
Conseil géologique.**

RAPPORT AU ROI.

Bruxelles, le 29 mai 1919.

SIRE,

La carte géologique du royaume se trouve, pour la première fois, entièrement levée à l'échelle du 1/20,000. L'œuvre de la Commission géologique de Belgique, instituée par l'arrêté royal du 31 décembre 1889, se trouve achevée.

Cependant, l'exploration du sol national ne peut jamais être considérée comme terminée. Elle doit périodiquement être reprise et complétée, en tenant compte des faits nouveaux. En outre, il convient de propager la connaissance des données récentes et des conclusions qui s'en dégagent.

Le service géologique, créé en vue de « développer l'étude des questions relatives au gisement des matières extractives et à l'hydrologie », se trouve tout désigné pour être chargé de cette tâche.

Dans le passé, ce fut avec le concours des principaux savants du

pays que put être menée à bien l'œuvre dont la réalisation était confiée à la Commission géologique de Belgique. Dans l'avenir, j'en ai la certitude, l'Administration pourra, de même, compter sur la collaboration éclairée et dévouée de nos géologues.

Afin d'assurer une valeur incontestée aux travaux de revision de la Carte géologique, il convient d'instituer, auprès de l'administration centrale des mines, une commission consultative, qui aura, du seul point de vue scientifique, à donner son avis sur toutes les questions qui lui seront soumises.

Tel est l'objet du projet d'arrêté que j'ai l'honneur de soumettre à l'approbation de Votre Majesté.

La connaissance approfondie du sol et du sous-sol du pays ne pouvant qu'être utile aux multiples manifestations économiques de l'activité humaine, j'ai la confiance que mes propositions recevront Son entière et bienveillante approbation.

Je suis, Sire,

de Votre Majesté,

le très humble et dévoué Ministre,

*Le Ministre de l'Industrie, du Travail
et du Ravitaillement,
J. WAUTERS.*

Arrêté royal instituant le Conseil géologique.

ALBERT, Roi des Belges,

A TOUS PRÉSENTS ET A VENIR, SALUT,

Revu l'arrêté royal du 31 décembre 1889, concernant la confection d'une carte géologique du Royaume ;

Revu l'arrêté royal du 21 septembre 1894, organique du service et corps des ingénieurs des Mines, ainsi que les arrêtés royaux complétant ou modifiant ce règlement organique ;

Revu l'arrêté royal du 16 décembre 1896, instituant un service géologique à l'administration centrale des mines ;

Revu Notre arrêté du 30 décembre 1913 portant règlement organique du service géologique ;

Revu Notre arrêté du 25 mars 1919 portant création d'un grade d'inspecteur général à l'Administration centrale des Mines ;

Revu Notre arrêté du 15 avril 1919 relatif aux indemnités de frais de route et de séjour des membres des commissions techniques ressortissant à l'administration centrale des mines ;

Considérant qu'il y a lieu d'assurer la permanence des travaux de lever et la publication, au fur et à mesure des besoins, de la carte géologique du Royaume ;

Considérant qu'il y a lieu de faire appel au concours de toutes les compétences scientifiques en vue de maintenir le caractère de l'œuvre ;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Industrie, du Travail et du Ravitaillement,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. La revision de la carte géologique de la Belgique et la publication de ses éditions successives sont confiées au service géologique.

A ces fins, le dit service pourra recourir à la collaboration de toute personne compétente.

Art. 2. — Il est institué, auprès de l'administration centrale des mines, une commission consultative, qui prendra la dénomination de « Conseil géologique ».

Cette commission aura à donner son avis sur toute question d'ordre scientifique, relative à la revision de la carte géologique, qui lui sera soumise par Notre Ministre de l'Industrie, du Travail et du Ravitaillement.

Art. 3. — Le conseil géologique sera composé du directeur général des mines, de l'inspecteur général des mines à l'administration centrale des mines, du chef du service géologique, d'un géologue ou géologue adjoint du service géologique et de huit géologues nommés par Nous, pour un terme de six ans, sur proposition de Notre Ministre de l'Industrie, du Travail et du Ravitaillement.

Art. 4. — Le directeur général des mines remplira les fonctions de président et le chef du service géologique celles de secrétaire du conseil.

Ils seront suppléés respectivement par l'inspecteur général des mines et le géologue ou géologue-adjoint, délégué au Conseil.

Art. 5. — Le taux des jetons de présence aux séances, ainsi que les frais de route et de séjour des membres seront calculés d'après les tarifs fixés par Notre arrêté du 15 avril 1919 susvisé.

Le président et le secrétaire de la commission ne recevront pas de jetons de présence, mais jouiront d'une indemnité annuelle fixée respectivement à quinze cents et à deux mille francs.

Art. 6. — Dans sa première séance, le Conseil arrêtera son règlement d'ordre intérieur. Celui-ci sera soumis, pour approbation, à Notre Ministre de l'Industrie, du Travail et du Ravitaillement.

Art. 7. — L'arrêté royal du 31 décembre 1889, concernant la confection d'une carte géologique du royaume, est rapporté, en tant que ses dispositions sont contraires à celles qui précèdent.

Art. 8. — Notre Ministre de l'Industrie, du Travail et du Ravitaillement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 30 mai 1919.

ALBERT.

Par le Roi :
*Le Ministre de l'Industrie, du Travail
et du Ravitaillement,*
J. WAUTERS.

Conseil géologique. — Nomination des membres.

ALBERT, Roi des Belges,

A TOUS PRÉSENTS ET A VENIR, SALUT,

Revu Notre arrêté de ce jour, instituant, auprès de l'Administration centrale des mines, une commission consultative dénommée « Conseil géologique » ;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Industrie, du Travail et du Ravitaillement,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article premier. — Sont nommés membres du Conseil géologique, pour un terme de six ans :

MM. CORNET, J., membre correspondant de l'Académie royale de Belgique, chargé de cours à l'université de Gand, professeur à l'École des mines et faculté polytechnique du Hainaut, à Mons ;

DE DORLODOT, H., professeur à l'université de Louvain, à Louvain ;

MM. FOURMARIER, P., ingénieur principal des mines, répétiteur à l'université de Liège, à Liège ;

LERICHE, M., professeur à l'université de Bruxelles, à Bruxelles ;

LOHEST, M., membre titulaire de l'Académie royale de Belgique, professeur à l'université de Liège, à Liège ;

RUTOT, A., membre titulaire de l'Académie royale de Belgique, ingénieur honoraire aux chemins de fer de l'Etat, conservateur au Musée royal d'histoire naturelle, à Bruxelles ;

STAINIER, X., professeur ordinaire à l'université de Gand, à Gand ;

VELGE, G., conseiller provincial et bourgmestre, à Lennik-Saint-Quentin.

Art. 2. — Par application de l'article 5 de Notre arrêté de ce jour, est nommé membre du Conseil géologique, pour le même terme de six ans, et en sa qualité de géologue au service géologique : M. HALET, Fr., à Bruxelles.

Art. 3. — Notre Ministre de l'Industrie, du Travail et du Ravitaillement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 30 mai 1919.

ALBERT.

Par le Roi :
*Le Ministre de l'Industrie, du Travail
et du Ravitaillement,*
J. WAUTERS.

Redevance proportionnelle. — Les parts franches ne peuvent être rangées parmi les dépenses d'exploitation.

*Extrait d'un avis du Conseil des Mines
rendu en séance du 30 mai 1919.*

M. le Directeur Général des Mines soumet à l'avis du Conseil un différend surgi au sein d'un Comité d'évaluation de la redevance proportionnelle sur les mines, entre l'Inspecteur Général des Mines, représentant l'Administration centrale et les autres membres du Comité.

Ce différend porte sur l'avis à émettre au sujet d'une réclamation d'une société anonyme, tendant à faire comprendre parmi les dépenses d'exploitation « les parts franches », que cette Société paie encore annuellement à d'anciens propriétaires de ses concessions.

Contrairement à l'opinion de M. l'Inspecteur Général, le Comité accueillant la dite réclamation, a décidé qu'il y avait lieu de comprendre cette charge financière au nombre des dépenses qui doivent être admises en vue d'estimer le produit net de la mine.

La Députation permanente, saisie de la question par appel qu'a interjeté auprès d'elle l'Inspecteur Général, a résolu, conformément à la demande de M. le Directeur Général, de surseoir à toute décision jusqu'à ce que le Conseil des Mines ait émis son avis sur la question faisant l'objet du litige.

La pièce principale du dossier qui est à la base du point à solutionner, est un acte avenant entre les représentants de la Société anonyme, et dont l'article 9 est ainsi conçu :

« Les propriétaires de parts franches sur le charbonnage... voulant assurer l'exercice régulier et uniforme de leurs droits tels qu'ils résultent de leur qualité de concessionnaires et remettre à forfait et des contrats, ont arrêté de commun accord avec la Société . . . les dispositions réglementaires énoncées ci-après :

» A. La Société nouvelle opérera chaque année une extraction de 800.000 hectolitres au moins; les parts franches seront payées sur cette quantité, lors même qu'elle ne serait pas totalement extraite, le tout sauf le cas de force majeure. La part franche sera bonifiée sur les charbons provenant des couches gisant dans toute l'étendue des concessions. Cette part sera de cinq pour cent sur les premiers 800.000 hectolitres vendus; de deux et demi pour cent sur les 700.000 hectolitres suivants

et de un pour cent sur toute quantité qui excéderait les un million, cinq cent mille hectolitres, ci-dessus.

» B. L'évaluation des parts franches aura lieu sur la valeur moyenne des charbons vendus et extraits par la généralité des exploitations de la Société pris aux fosses. Le poids moyen de l'hectolitre calculé à 90 kilogrammes. Le paiement de ces parts franches aura lieu par mois et sera exigible le quinze du mois suivant.

C'est en 1898, à l'occasion des opérations de la Société. . . en 1897, que la question litigieuse a été soulevée pour la première fois.

Le Comité d'évaluation ayant décidé que le montant des parts franches, payées par la Société dans le courant de l'exercice, ne devait pas être déduit du produit net de la concession, tandis que la Société prétendait qu'il devait l'être comme grevant les frais d'exploitation, la dite Société s'est inclinée et conformée à cette décision jusqu'en 1911.

Le 15 septembre 1911, sur réclamation nouvelle, le Comité est revenu sur sa décision d'il y avait 13 ans.

Et successivement les 4 octobre 1912, 17 octobre 1913 et 11 octobre 1915, il a persisté dans sa jurisprudence dernière.

Le 22 octobre 1915, M. l'Inspecteur Général des Mines a, en vertu de l'article 12 de l'arrêté du 20 mars 1914, interjeté appel des diverses décisions du Comité devant la Députation permanente du Conseil provincial; or, tandis que la Société... conteste l'interprétation donnée à la loi par l'Administration des Mines, il en est d'autres qui l'adoptent sans élever de réclamations. Il importe donc de résoudre cette question de principe, afin de rétablir l'unité administrative indispensable en la matière.

Les articles 8 et 42 de la loi du 21 avril 1810 disent que l'acte de concession d'une mine réglera à une somme, les droits des propriétaires de la surface sur le produit des mines concédées.

L'article 9 de la loi du 2 mai 1837, établissait les redevances fixes et proportionnelles au produit de la mine réservée aux dits propriétaires.

Elle sera fixée de 1 à 3 pour cent du produit net de la mine, tel que ce produit est arbitré annuellement par le comité d'évaluation.

Par modification à cet article 9, quant à la redevance proportionnelle, l'article 23 de la loi du 1^{er} septembre 1913 dispose ainsi :

La redevance proportionnelle que les concessionnaires de mines doivent payer aux propriétaires de la surface est cal-

culée sur le *produit net de la mine*. Un arrêté royal détermine les règles à suivre pour l'estimation de ce produit et les pièces à fournir par les exploitants de mines.

Et les articles 5 6 et 7 de l'arrêté d'exécution du 20 mars 1914, disent :

Article 5. — Cette redevance proportionnelle est calculée chaque année sur le *produit net* DE L'EXPLOITATION, pendant l'année précédente.

Article 6. — Le *produit net*, base de la redevance, est formé par l'excédent des recettes réalisées sur les *dépenses totales relatives à l'exploitation, travaux de préparation et de premier établissement y compris*.

Article 7. — En vue de la détermination de ce produit, tous concessionnaires de mines sont tenus de remettre chaque année une déclaration des recettes et dépenses de l'année précédente :

1°) *Recettes :*

- A. — Extraction nette en tonneaux;
- B. — Quantités vendues et valeur;
- C. — Produits consommés à la mine et stocks existants.

2°) *Dépenses :*

- A. — Frais de l'exploitation :
 - a) Salaires des ouvriers;
 - b) Appointements et tantièmes;
 - c) Consommation;
 - d) Acquisitions de terrains, constructions de bâtiments et voies ferrées, achats de machines, etc.
 - e) Dépenses en faveur des ouvriers;
 - f) Contributions et redevances payées à l'Etat, aux Provinces, aux Communes, aux particulier.
 - g) Autres frais divers;
- B. — Frais extraordinaires : travaux de premier établissement.

Enfin, la circulaire ministérielle interprétative du 3 avril 1914 précise divers points relatifs au travail de la statistique minérale en vue de l'établissement des recettes et des dépenses de l'exploitation pour l'estimation du produit net des mines. (Page 10.)

Il y est disposé notamment (page 14) que les intérêts payés par les exploitants pour les charges financières, obligations,

dettes hypothécaires, etc., ne peuvent être admises en dépenses.

Après cette analyse de la législation, faisons en l'application à la question de nos parts franches.

Qu'est-ce au juste que ces parts?

Ce sont évidemment des charges pour la Société; mais sont-ce des dépenses concernant l'exploitation ou bien sont-elles afférentes à la concession de la mine?

A ce point de vue, il importe moins de préciser avec une absolue certitude ce que sont les « parts franches » que de dire ce qu'elles ne sont pas.

A notre avis, elles ne sont pas une dépense à ranger légalement dans les frais de l'exploitation et dès lors, il n'y a pas lieu de les défalquer des bénéfices de cette exploitation pour en établir le produit net.

L'article 23 de la loi de 1913 est formel; la redevance est calculée sur le produit net *de la mine* : par conséquent, elle ne peut pas être calculée sur le produit net de la Société exploitante.

Et les articles 5 et 6 de l'arrêté royal du 20 mars 1914 n'ont rien innové à cet égard. De même que sous la législation antérieure, on ne peut faire état que des dépenses concernant ou bien l'exploitation de la mine ou bien les travaux faits en vue de cette exploitation.

Or, il n'est question dans l'espèce ni des unes, ni des autres.

Ainsi qu'il résulte de l'article 9 de l'acte précité, les propriétaires des parts franches ont acquis leurs droits en qualité de concessionnaires originaires et remetteurs à forfaits.

Ces droits consistent en l'attribution qui leur est faite par une sorte de prélèvement, d'une part annuelle, variant de un à cinq pour cent, sur le charbon extrait, avec un minimum d'extraction de 800,000 hectolitres, part payable en argent à la valeur moyenne des charbons vendus, *lors même que la quantité minimum ci-dessus ne serait pas extraite*.

« On pense probablement à tort, dit le Directeur du charbonnage (pièce 3), que ces parts franches sont un dividende attribué à certains actionnaires.

» Les bénéficiaires des parts franches ne sont pas, à ce titre, nos actionnaires. Ce sont d'anciens propriétaires de la mine, qui nous ont accordé le droit d'exploiter, moyennant que nous leur remettions une parcelle de notre prix de vente. »

M. l'Inspecteur Général des Mines fait à ce propos une remarque très pertinente. « Si, dit-il (p. 18bis), au lieu d'avoir été conclus en l'année 1851, les engagements (parts franches) avaient été contractés à notre époque, ils auraient été traduits vraisemblablement en actions et non en « parts franches », ce

qui revient exactement au même et les discussions présentes n'auraient jamais eu lieu. »

De l'avis de M. l'Ingénieur en chef Directeur, il y a lieu d'admettre que ces parts franches sont définies par une partie de l'extraction opérée dans des terrains déterminés, part d'extraction dont la valeur est un bénéfice présumé consenti au profit des anciens concessionnaires (pièce 4).

Et, dans la pièce 10, ce même haut fonctionnaire revient à cette idée en ces termes :

« Il résulte de l'extrait des statuts que ces parts franches constituent une charge continue pesant sur la Société, même lorsque celle-ci clôture un exercice en perte. »

» Les parts franches bénéficient de toutes les améliorations apportées dans le traitement et le classement des produits puisqu'elles sont uniquement établies sur le prix de vente...

» La réclamation de la Société . . . ne me paraît pas devoir être acceptée, cette dépense ayant en somme plus d'analogie avec les intérêts des obligations qu'avec toute autre, les dits intérêts devant aussi être toujours payés. »

Et M. l'Inspecteur Général, s'appropriant des considérations de M. l'Ingénieur en chef Directeur, ajoute (p. 14, 15, 16) :

« Cette dépense (parts franches) n'est, pas plus que ne le seraient un remboursement d'obligations ou le paiement d'un intérêt d'obligations, une dépense d'exploitation; elle ne grève pas l'exploitation. »

» Elle doit être considérée comme un bénéfice passible de la redevance proportionnelle sur les mines. »

» Elle ne doit pas plus être considérée comme une dépense que nous ne considérons comme telle la partie du bénéfice affectée en ce moment par beaucoup de sociétés charbonnières à amortir la diminution de leur portefeuille, diminution résultant de la moins-value des titres que ce portefeuille renferme. »

A la dite du 1^{er} mai 1916 (page 29) M. le Directeur Général des Mines, de son côté, exprimait son avis comme suit :

« Ces parts franches constituent à mon sens un mode de paiement d'une acquisition de concession, ou encore du droit d'exploitation, et ne peuvent, comme telles, être rangées dans les dépenses prévues par l'article 7 de l'arrêté du 20 mars 1914. »

Nous ne pouvons que nous rallier à toutes ces observations judicieuses et à les faire nôtres.

Nous voulons seulement, avant de finir, insister sur ce point que la dépense du chef des dites « parts franches » ne rentre de toute évidence dans aucune des catégories que l'arrêté royal de 1914 admet en déduction des recettes pour l'éta-

blissement du produit net de la mine, c'est-à-dire de son exploitation.

Il ne s'agit ici, ni de salaires, ni d'appointements ou tantièmes de l'administration, ni de consommation de bois, combustibles, matériaux, explosifs, etc.; ni d'acquisitions de terrains, constructions de bâtiments, établissement de voies ferrées, achats de machines, etc.; ni de dépenses en faveur des ouvriers; ni de contributions et redevances payées à l'Etat, aux provinces, aux communes et aux particuliers; ni de frais divers d'exploitation; non plus que de frais extraordinaires de premier établissement de celle-ci.

La circulaire ministérielle du 3 avril 1914, par exemple, dit que les frais de construction et d'entretien des maisons ouvrières ne doivent pas être admis en dépenses.

Nous avons déjà cité plus haut la décision analogue pour les intérêts des charges financières des sociétés charbonnières.

Dans la jurisprudence administrative, on n'a pas admis davantage les frais d'achats d'immeuble faits par les sociétés en vue de s'exonérer du paiement des dégâts occasionnés à ces propriétés; ou encore la différence portée en amortissement sur les titres de rente belge 3 % qu'une société avait en portefeuille et dont la valeur était tombée en bourse.

A l'appui des considérations qui précèdent, nous citerons en y renvoyant, divers avis de notre collègue, notamment les suivants :

- 24 avril 1837 (WILQUET, p. 34, n° 103).
- 25 mars 1881 (JUR, p. 24).
- 29 octobre 1881 (JUR, p. 38).
- 31 décembre 1888 (JUR, p. 60).
- 12 juin 1891 (JUR, p. 103).
- 26 octobre 1894 (JUR VIII, p. 65).

CONCLUSION.

Les « parts franches » ne constituent pas une dépense relative à l'exploitation, ou aux travaux de préparation et de premier établissement de cette exploitation comme le veut l'article 6 de l'arrêté royal du 20 mars 1914, pour qu'elle puisse être déduite du produit brut dans l'établissement du produit net de la dite exploitation, base de la redevance proportionnelle aux propriétaires superficiaires.

**Réorganisation de la Commission de revision
des règlements miniers.**

LE MINISTRE DE L'INDUSTRIE, DU TRAVAIL
ET DU RAVITAILLEMENT,

Vu l'arrêté du 4 décembre 1897, instituant une Commission de revision des règlements miniers ;

Considérant que, par suite des circonstances résultant de la guerre, cette Commission n'a plus été à même de fonctionner et qu'il y a lieu de procéder sans retard à sa réorganisation pour lui permettre de reprendre immédiatement ses travaux,

Décide :

La Commission de revision des règlements miniers est constituée comme suit :

- MM. LIBERT, Jos., directeur général des mines, président ;
 PEPIN, Arth., inspecteur général des mines à l'Administration centrale, vice-président ;
 LECHAT, Victor, ingénieur en chef, directeur du 7^e arrondissement des mines, à Liège ;
 LIBOTTE, Ed., ingénieur en chef, directeur du 3^e arrondissement des mines, à Charleroi ;
 DEMARET, Léon, ingénieur en chef, directeur du 1^{er} arrondissement des mines, à Mons ;
 LEMAIRE, Emm., ingénieur principal des mines, chef du Siège d'expériences de Frameries ;
 BREYRE, Ad., ingénieur principal des mines à l'Administration centrale, membre secrétaire ;
 GRAVEZ, Léon, directeur gérant des Charbonnages des Produits, à Flénu ;
 URBAIN, Em., directeur des Charbonnages de Sart-Longchamps ;
 EVBARD, N., directeur gérant des Charbonnages de Marcinelle-Nord, à Marcinelle ;
 BOGAERT, H., directeur gérant des Charbonnages du Bois d'Avroy, à Liège ;
 DELSAUT, Victor, délégué à l'Inspection des mines, à Cuesmes ;

- MM. BRICHANT, Léon, délégué à l'Inspection des mines, à Houdeng ;
 COLSON, Clément, délégué à l'Inspection des mines, à Courcelles ;
 MALCORPS, Henri, délégué à l'Inspection des mines, à Ougrée.

La Commission pourra, sous réserve de l'approbation du Ministre, faire appel aux lumières de personnes spécialement compétentes par leurs études et leur expérience en matière de prévention des accidents miniers.

Expédition du présent arrêté sera adressée, pour information, à la Cour des comptes et, pour exécution, au directeur général des mines, président de la Commission.

Bruxelles, le 15 mai 1919.

J. WAUTERS.

APPAREILS A VAPEUR.

**Renouvellement de la Commission consultative
permanente pour les appareils à vapeur.**

ALBERT, Roi des Belges,

A TOUS PRÉSENTS ET A VENIR, SALUT,

Vu l'arrêté royal du 17 novembre 1879, instituant une commission consultative permanente pour la solution des questions se rattachant à la police des appareils à vapeur ;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Industrie, du Travail et du Ravitaillement,

Nous avons arrêté et arrêtons :

ARTICLE PREMIER. — Sont nommés membres de la dite commission pour la période triennale 1919-1922 :

MM. BAUWENS, O.,	inspecteur général des Ponts et Chaussées,
Gand ;
DASSESE, C.-A.,	ingénieur en chef, inspecteur de Direction
aux Chemins de fer de l'Etat belge,
Bruxelles ;

MM. DELMER, A.,	ingénieur principal des mines ;
HUBERT, H.,	inspecteur général des mines en disponibilité et professeur à l'Université de Liège ;
LIBERT, J.,	directeur général des mines ;
MACQUET, G.,	ingénieur en chef, directeur des Ponts et Chaussées, Bruxelles ;
MATTHEI, P.-J.-L.,	ingénieur principal à l'Administration des Chemins de fer de l'Etat, Bruxelles ;
MOULIN, P.-V.,	ingénieur en chef, directeur du Service des Constructions maritimes à Ostende ;
PEPIN, A.,	inspecteur général des mines ;
SIBENALER, N.,	professeur à l'Université de Louvain ;
VINÇOTTE, R.,	directeur de l'Association pour la surveillance des appareils à vapeur, Bruxelles.

ART. 2. — MM. LIBERT, BAUWENS et DELMER sont respectivement chargés des fonctions de Président, de Vice-Président et de Secrétaire de la dite commission.

Notre Ministre de l'Industrie, du Travail et du Ravitaillement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 15 avril 1919.

ALBERT.

Par le Roi :

*Le Ministre de l'Industrie, du Travail
et du Ravitaillement,*
J. WAUTERS.

Commission permanente des Caisses de Prévoyance.

ALBERT, Roi des Belges,

A TOUS PRÉSENTS ET A VENIR, SALUT,

Vu l'arrêté royal du 24 octobre 1904 portant réorganisation de la Commission permanente des Caisses de prévoyance en faveur des ouvriers mineurs ;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Industrie, du Travail et du Ravitaillement,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. — Sont nommés membres de la Commission perma-

nente des caisses de prévoyance en faveur des ouvriers mineurs, pour un terme de six ans :

MM. ARTOOS, Louis,	secrétaire de syndicat, à Jolimont ;
BEAUJEAN, Charles,	premier directeur à la Caisse générale d'épargne et de retraite, à Bruxelles ;
BOGAERT, Hilaire,	directeur de la société anonyme du Charbonnage du Bois-d'Avroy, à Selessin-Ougrée ;
DEHARVENG, Charles,	directeur-gérant de la société anonyme des Charbonnages du Levant du Flénu, à Cuesmes ;
LABBÉ, Alfred,	secrétaire de syndicats, à Hornu ;
LAURENT, Nestor,	contrôleur au service de l'Inspection des accidents du travail, à Bruxelles ;
LIBERT, Joseph,	directeur général des Mines, à Bruxelles ;
MAINGIE, L.,	secrétaire de l'Association des actuaires belges, à Bruxelles ;
PARY, Victor,	président de la fédération nationale chrétienne des mineurs, à La Louvière ;
PENY, Edouard,	administrateur de sociétés charbonnières, à La Louvière ;
THIRAN, Victor,	administrateur-directeur-gérant de la société anonyme des charbonnages de Roton, à Tamines ;
YEANSENNE, Victor,	vice-président de la commission administrative de la Caisse de prévoyance des ouvriers mineurs de la province de Liège, à Beyne-Heusay.
VAN RAEMDONCK, Albert,	directeur à l'administration centrale des Mines, à Bruxelles ;

Art. 2. — MM. LIBERT, J. et VAN RAEMDONCK, A., rempliront respectivement les fonctions de président et de secrétaire de la commission.

Art. 3. — Notre Ministre de l'Industrie, du Travail et du Ravitaillement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 30 mai 1919.

ALBERT.

Par le Roi :

*Le Ministre de l'Industrie, du Travail
et du Ravitaillement,*
J. WAUTERS.